

SOMMAIRE

Dans votre revue de presse de cette semaine...

La rentrée, des rentrées... L'agenda social est chargé et explosif pour de nombreux dossiers : retraites, pouvoir d'achat, précarisation de l'emploi y compris dans la fonction publique, défense de nos statuts et de la qualité de nos enseignements... Bien entendu, à suivre la réforme de l'enseignement professionnel. Les discussions doivent reprendre avec le MEN dès cette semaine comme JM Blanquer s'y est engagé. Le SNETAA-FO a pris les devants en relançant sa campagne « Fiers d'être PLP » dans Marianne. Mais avec les annonces récentes d'austérité du Premier Ministre, la vigilance est plus que jamais de mise sur tous les fronts. Surtout si l'exécutif poursuit son principe d'action de l'« aussitôt dit, aussitôt fait » faisant fi au passage des périodes de négociation entamées durant l'année ! On le voit pour Parcoursup qui devait détrôner avec un immédiat brio APB. Les problèmes persistent et le discours prône maintenant la nécessité de laisser du temps au système pour faire ses preuves... comme quoi inutile de confondre vitesse et précipitation...

➤ LINKEDIN /

Article 1 : De la naissance du bac. moderne en 1808 à nos jours : plus de deux siècles d'un double processus d'expansion/dégradation., 13/07/18..... p.2

➤ LE MONDE /

Article 2 : Parcoursup : le 27 août, date limite pour s'inscrire..., 27/08/18..... p.2

Article 3 : Trop d'heures supplémentaires nuit à la carrière, 10/08/18 p.3

➤ ALTERNATIVES ECONOMIQUES /

Article 4 : Tel père, tel revenu ?, 23/08/18..... p.3

Article 5 : budget 2019, Le gouvernement programme une forte austérité, 22/08/18 ... p.3

➤ TOUTEDUC /

Article 6 : Handicap : incohérences dans les aménagements d'épreuves, 24/08/18 p.4

➤ LE CAFE PEDAGOGIQUE /

Article 7 : Enseignants : Des salaires en dessous des normes européennes, 28/08/18 .. p.5

Article 8 : E. Philippe : Près de 8.000 postes supprimés en 2019, 27/08/18..... p.5

Article 9 : Blanquer met l'évaluation au centre de sa politique éducative, 24/08/18 p.5

Article 10 : A. Van Zanten : Orientation scolaire et inégalités, 28/08/18 p.6

Article 11 : B. Devauchelle : Blanquer : Une nouvelle industrialisation de l'enseignement, par le numérique ?, 24/08/18 p.6

Article 12 : L'école en banlieue : "Territoires vivants de la république", 24/08/18 p.6

➤ FRANCETVINFO /

Article 13 : Budget 2019 : "on ne peut pas laisser détruire le modèle social de cette façon" d'après P. Pavageau, le patron de FO, 26/08/18 p.6



[Article 1 : De la naissance du bac. moderne en 1808 à nos jours : plus de deux siècles d'un double processus d'expansion/dégradation, 13/07/18](#)

Les résultats de la session 2018 du baccalauréat viennent d'être communiqués : 675000 nouveaux bacheliers sont promus cette année parmi les 765000 élèves qui se sont portés candidats. Le **taux de réussite global atteint un nouveau record** : 88,3% de reçus, en progression de 0,4% par rapport à la session de 2017. Rien ne semble pouvoir contrarier la fuite en avant qui nous rapproche un peu plus chaque année du jour où tous les élèves de terminale seront déclarés bacheliers. (...)

Passes encore pour des bacheliers généraux et techno. qui, sauf cas particulier, ne sont porteurs d'aucune ou que d'une très modeste capacité à exercer un emploi à l'issue de leurs années lycée. Pour ceux-là, la poursuite des études dans l'enseignement supérieur est chose logique et ancienne : en 2017, c'était le choix de 97% des premiers et 85% des seconds. Il est par contre plus surprenant de constater que **les bacheliers professionnels sont désormais plus de la moitié à faire un tel choix, alors que ce n'était le cas que pour 15 à 25% d'entre eux pour les premières promotions du bac pro, créé en 1985**. Bien plus : d'année en année, le taux de prolongation des études des bacheliers professionnels ne cesse de croître.

Ils y sont d'ailleurs officiellement encouragés par des politiques de "quotas de places réservées en filières BTS" par exemple. (...) **C'est donc principalement du côté des bac. pro. que se trouve le "gisement" potentiel d'élèves qui peuvent venir alimenter la "machine à produire 50% d'une tranche d'âge au niveau bac + 2/3"**.

Ajoutons que sur le marché de l'emploi "niveau bac pro" (ce que les spécialistes nomment le niveau IV), les qualifications attendues par un nombre croissant d'employeurs (plus de polyvalence, plus de capacités de communication, plus de culture générale, plus d'esprit "d'ouverture internationale"...) incitent de plus en plus fortement les jeunes diplômés de niveau bac à aller chercher dans des formations supérieures complémentaires courtes (BTS, DUT, bachelors ou équivalents) ou longues (de niveau master ou plus), le "portefeuille de connaissances et compétences" qui facilitera leur insertion pro. et leur procurera une meilleure "employabilité" à moyen et long termes. (...)

Le Monde

[Article 2 : Parcoursup : le 27 août, date limite pour s'inscrire en prépas, BTS et DUT, 27/08/18](#)

La date limite fixée aux bacheliers et aux étudiants en réorientation pour effectuer leur inscription administrative à la plupart des formations sélectives (BTS, DUT, classes préparatoires...) est lundi 27 août. Le ministère de l'enseignement supérieur a en effet enjoint aux formations dont la rentrée est prévue au début de septembre d'avancer la clôture des inscriptions, alors que la procédure principale sur la plate-forme d'admission dans l'enseignement supérieur, Parcoursup, ne s'achève que le 5 septembre. Il espère que cela permettra de libérer des places pour d'autres candidats encore dans l'attente d'une réponse favorable. (...)

- **A lire aussi** : *FranceTvInfo*, « [A quelques jours de la rentrée, « de nombreux établissements sont très loin d'avoir fait le plein »](#), 27/08/18

Article 3 : Trop d'heures supplémentaires nuit à la carrière, 10/08/18

Une nouvelle étude montre que le surmenage régulier ne dégrade pas seulement la santé : il érode également les perspectives de promotion.

Jouer à super (wo) man au bureau et multiplier les séances nocturnes face à l'ordinateur augmente-t-il les chances de décrocher une promotion ? Pas toujours. Dans certains cas, cela peut même se révéler contre-productif pour la carrière, à en croire Argyro Avgoustaki, professeure à l'ESCP Europe Business School de Londres, et Hans Frankort, de l'université de Londres. A la faveur d'une étude à paraître dans une revue de l'université américaine de Cornell (« Industrial and Labor Relations Review »), et déjà disponible sur le site de l'université de Londres, les deux chercheurs posent la question : comment l'effort fourni au travail affecte-t-il le bien-être et la carrière des salariés ?

Jusqu'ici, les économistes se sont plutôt intéressés au lien entre productivité et heures de travail. « *Les interactions entre les deux sont complexes et il y a encore beaucoup de choses que l'on ignore, mais il apparaît clairement qu'au-delà d'un certain nombre d'heures au boulot, la productivité se dégrade* », résume Alexandre Delaigue, économiste à l'université de Lille-I. Les travaux de John Pencavel (université de Stanford) sur les ouvrières britanniques de 1914-1918 montrent ainsi que la production résultant de 70 heures de travail hebdomadaire excède à peine celle fournie en 56 heures. Au-delà de ce seuil, l'attention baisse, les erreurs se multiplient et, à long terme, la santé se dégrade. Selon l'Institut finlandais de la santé au travail, dépasser régulièrement 11 heures de travail par jour augmente de 67 % les risques de maladie cardiaque. Et ce, pour les cols bleus comme pour les cadres. (...)



Article 4 : Tel père, tel revenu ?, 23/08/18

Dans quelle mesure nos revenus dépendent-ils de notre origine sociale ? C'est ce que tente d'établir une note récente de France Stratégie analysant, pour les années 2011-2014, le niveau de vie d'individus nés entre 1970 et 1984 à l'aune de la profession de leur père. (...)

Le rôle de l'origine sociale dans les inégalités de revenus s'exprime par de multiples médiations. La plus importante est celle des écarts de niveau de diplôme : d'après les calculs de Clément Dherbécourt, si tous les individus enquêtés avaient la même qualification, les écarts de niveau de vie seraient deux fois moins importants. L'écart hors diplôme pourrait, lui, s'expliquer par l'importance de l'homogamie sociale qui, selon le chercheur, se double fréquemment une homogamie *éducative* : « les diplômés sont en couple avec des diplômés », cet appariement étant plus fréquent chez les enfants d'origine sociale aisée, globalement plus souvent diplômés que les enfants des classes populaires.

Article 5 : budget 2019, Le gouvernement programme une forte austérité, 22/08/18

La rentrée ouvre la saison budgétaire. C'est toujours un moment difficile pour l'exécutif : celui-ci a invariablement promis des hausses de dépenses pour tel ou tel sujet prioritaire et des baisses de prélèvements à telle ou telle catégorie sociale, le tout en réduisant bien entendu les déficits. C'est au moment d'établir le budget pour l'année suivante qu'il faut trancher ces contradictions. (...)



Article 6 : Handicap : les incohérences dans les aménagements d'épreuves (rapport des inspections générales), 24/08/18

Les aménagements des épreuves d'examen pour les candidats en situation de handicap ne répondent pas "de manière satisfaisante aux attentes de la population concernée", constatent les deux inspections générales de l'Education nationale dans un rapport publié cet été, et dans lequel elles dénoncent les incohérences du système administratif, mais plus encore les insuffisances de la médecine scolaire.

Le rapport fait état de l'augmentation de près de 70 % entre 2014 et 2017 du nombre de demandes d'AE (aménagements d'épreuves) pour le baccalauréat : "cette croissance provient à la fois de l'augmentation du nombre d'élèves reconnus en situation de handicap (...) et d'une croissance, au moins aussi forte, du nombre d'élèves demandant des AE sans que ceux-ci correspondent à la reconnaissance préalable d'un handicap." Le nombre des candidats bénéficiant d'un tel aménagement serait 4 fois supérieur au nombre d'élèves dont le handicap est reconnu. Bien que la loi de 2005 prévoie la personnalisation des AE, le plus souvent, ceux-ci consistent "en un temps d'épreuve majoré". De plus, "malgré le cadre national fixé par la loi et son décret d'application, le manque de pilotage centralisé du processus crée de fortes disparités entre les territoires académiques".

Les rapporteurs ajoutent que les centres d'examens "peuvent témoigner d'un savoir-faire très variable" et ils signalent plus particulièrement "l'encadrement insuffisant du recours à une aide humaine ; le type de personnel retenu diffère d'un centre à l'autre (enseignants, AED, parfois même des élèves plus âgés), voire d'un candidat à l'autre dans un même centre". La réglementation fait problème puisque des textes nouveaux sont produits continûment "sans qu'aucun travail de mise à jour voire d'abrogation soit systématiquement effectué" et alors que "la dissociation des logiques réglementaires pour la scolarité et pour les examens génère des oppositions de droits".

Absence de cohérence du point de vue médical

Le PAP pose également question. Contrairement au PPS (projet personnalisé de scolarisation) et au PAI (projet d'accueil individualisé) qui "s'inscrivent dans la logique de prise en compte des besoins reconnus par la CDAPH", le plan d'accompagnement personnalisé est mis en place sur proposition des enseignants ou à la demande des parents avec avis du médecin, pour des élèves "dys" et des troubles pour lesquels la CDAPH est incompétente. Or pour les valider, la médecine scolaire est en situation délicate puisqu'elle "fait face à de graves difficultés de recrutement – s'expliquant notamment par la modicité de la rémunération de la fonction au regard de la charge de travail – avec pour conséquence que certains départements ne disposent plus aujourd'hui de médecin scolaire". Les médecins conseils des rectorats se plaignent de "la qualité du contenu des dossiers envoyés par les familles", les médecins traitants n'étayant "pas assez leurs demandes d'AE" quand ils ne refusent pas "de préciser la nature des troubles de l'élève". Un médecin désigné par la CDAPH, sortant de son champ de compétence, a même prescrit "la mise à disposition d'un dictionnaire pour un élève allophone qui n'était pas, par ailleurs, en situation de handicap avéré" ! Les rapporteurs ajoutent que "les médecins

conseils ne sont pas compétents pour les élèves du privé, du CNED ou de l'agriculture et pour les apprentis".

Autres sujets d'interrogation, quelle est la "valeur du diplôme" des candidats qui ont bénéficié d'AE ? Comment "concilier les aménagements des épreuves avec l'impératif de respect de l'égalité entre candidats" ? "Ces difficultés proviennent des conditions dans lesquelles est effectuée l'adaptation, la plupart du temps au dernier moment, et en aval de la conception de l'épreuve (...) Aucun sujet n'est pensé en amont pour tenir compte du handicap des élèves", et prévoir des aménagements.

Le
café pédagogique

Article 7 : Enseignants : Des salaires en dessous des normes européennes, 28/08/18

Qui gagne moins que les enseignants français ? *Selon l'OCDE*, en Europe, seulement les enseignants anglais, polonais et grecs. Les autres pays de l'Europe versent des salaires nettement plus importants à leurs enseignants, y compris par exemple au Portugal. Une situation qui a peut-être à voir avec la crise du recrutement ? (...)

Article 8 : E. Philippe : Près de 8.000 postes supprimés en 2019, 27/08/18

"Nous assumons une politique de transformation et de maîtrise des dépenses qui privilégie la rémunération de l'activité". Dans un entretien donné au *JDD du Dimanche* le 26 août, E. Philippe présente les grandes lignes de la loi de finances 2019. Elle est marquée par de nombreuses suppressions de postes dans la fonction publique, la baisse des retraites et en conséquence la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires. (...)

➔ **A lire aussi :** *VousNousIls*, « 4500 postes de fonctionnaires supprimés en 2019 », 27/08/19

Article 9 : Blanquer met l'évaluation au centre de sa politique éducative, 24/08/18

"On va établir pour chaque élève à chaque moment un état des lieux de ses forces et de ses besoins. C'est le sens des évaluations auxquelles je fais référence". Dans son discours de Ludovia, le 21 août, le ministre de l'éducation nationale est revenu sur la place qu'il entend donner aux évaluations nationales mises en place à la rentrée 2018. JM Blanquer répond ainsi à une promesse électorale du président de la République. Mais il leur donne une place plus grande. Pour lui, ce sont elles qui doivent piloter la pédagogie, leur exploitation permettant de déceler les difficultés des élèves et d'ordonner des pratiques pédagogiques. 17 ans après les Etats-Unis, la France pourrait basculer dans le pilotage par les résultats. Une vision de l'éducation qui est pourtant très critiquée. (...)

"La mise en place d'évaluations des acquis des élèves en début de CP, mi-CP, début de CE1, début 6ème et début de 2nde générale, technologique et professionnelle sera effective à la rentrée 2018". Le premier ministre lie cette culture de l'évaluation à la création "d'une instance d'évaluation (de l'Ecole) par voie législative au 1er trimestre 2019", une structure qui devrait remplacer le Cnesco. (...)

Article 10 : A. Van Zanten : Orientation scolaire et inégalités, 28/08/18

"Comparé à d'autres modèles éducatifs, y compris ceux de nos proches voisins européens, le système français se montre particulièrement efficace pour dégager une élite", rappelle la

sociologue Agnès Van Zanten dans le Journal du CNRS. "Tout le discours de l'école française repose sur l'idée que, pour atteindre cette excellence, l'environnement social et familial des élèves importe peu. Seuls comptent les efforts que l'on fournit en classe... En privilégiant un enseignement plus soucieux de fabriquer une élite que de faire acquérir à tous les élèves un socle commun de connaissances, notre système éducatif répond mal à la massification de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur. Chaque année, environ 20 % des jeunes quittent l'école sans diplôme ni qualification, 23 % des élèves des filières professionnelles échouent au CAP, 26 % au BEP, et autant d'étudiants ou presque abandonnent leurs études supérieures. Ce taux d'échec élevé charrie beaucoup de frustration, de fatalisme et de doutes sur leur valeur personnelle chez celles et ceux qui sont ainsi mis de côté et se sentent condamnés à rester dans les strates inférieures de la société", souligne-t-elle. (...)

Article 11 : B. Devauchelle : Blanquer : Une nouvelle industrialisation de l'enseignement, par le numérique ?, 24/08/18

Le discours de JM Blanquer à Ludovia le 21 août 2018 est révélateur d'une vision que l'on peut qualifier de néo-industrialisation de l'enseignement. Comment situer cette perspective dans l'histoire de l'éducation ? Comment le numérique peut-il "mécaniser" les pratiques du métier enseignant comme le présente le ministre ? Cette vision rationaliste, voire scientifique, de l'humain est-elle à la base du projet politique actuel ? Quelle vision de l'Ecole porte-elle ? (...)

Article 12 : L'école en banlieue : "Territoires vivants de la république", 24/08/18

« Le titre n'a pas été choisi au hasard. Mais, bien qu'il fasse référence au livre « les territoires perdus de la république », le but de cet ouvrage n'est pas de se positionner contre », nous explique A. Pierre, l'un des nombreux auteurs des "Territoires vivants de la République" (La Découverte), enseignant en collège à Stains (93). F. Pontagnier, auteur lui aussi et professeur dans le même collège, ajoute : « Notre but n'est pas de nous positionner contre un livre mais plutôt contre un système de pensée, un discours, qui veut que l'enseignement dans certaines banlieues dites difficiles soit réduit à du sensationnel. On oublie d'en décrire le quotidien de notre métier d'enseignant qui n'est pas, non plus, un acte de foi, un engagement messianique, tel qu'il peut, a contrario, aussi être présenté. Nous avons souhaité, simplement, raconter nos expériences, multiples de par nos parcours divers, faites de réussite mais aussi d'échecs ». Coordonné par B. Falaize, l'ouvrage montre, sans faire l'impasse sur les difficultés, le travail obstiné de l'Ecole pour la réussite de ces jeunes malgré les préjugés. (...)

francetvinfo 

Article 13 : Budget 2019 : "on ne peut pas laisser détruire le modèle social de cette façon" d'après P. Pavageau, le patron de FO, 26/08/18

Suppression des cotisations salariales sur les heures supplémentaires, 4 500 postes de fonctionnaires en moins, baisse du nombre contrats aidés : le premier ministre a annoncé les grandes lignes du budget 2019. Le secrétaire général de Force Ouvrière Pascal Pavageau y est opposé.

"Visiblement la politique du gouvernement n'a pas les résultats escomptés", a ironisé P. Pavageau, secrétaire général de FO, dimanche 26 août sur franceinfo, en réaction aux pistes esquissées par E. Philippe pour limiter les dépenses publiques en 2019. Le Premier ministre a évoqué la suppression de 4 500 fonctionnaires de la fonction publique d'Etat en 2019 et 10 000 en 2020, ou encore des prestations sociales qui ne seront plus indexées sur l'inflation. Pour P. Pavageau, la deuxième année du quinquennat "vise à anéantir de façon assumée le modèle social et à faire en sorte qu'on baisse la capacité de survie des derniers de cordées". (...)

A lire aussi : *Huffingtonpost*, « Quand le candidat Macron promettait de « préserver le niveau de vie des retraités », 27/08/18

SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ACTION AUTONOME FORCE OUVRIÈRE | 24 RUE D' AUMALE 75009 PARIS - TEL.: 01 53 58 00 30

JE FORME À DES MÉTIERS
À DES DIPLÔMES NATIONAUX
RECONNUS DE TOUS

J'ASSURE QUALITÉ
EXCELLENCE
& SAVOIR-FAIRE

JE FORME DES
CITOYENS

JE défends les lycées
professionnels et les
formations initiales.

JE RÉENCHANTE L'AVENIR DE
700 000 JEUNES CHAQUE
ANNÉE

J'INNOVE POUR LES
FORMATIONS DE DEMAIN

**Nous sommes
Professeurs
de Lycée
Professionnel !**

snetaa
FO

#JESUISPLP

WWW.SNETAA.ORG